

3 Juillet 1967

SCHEMA DU RAPPORT QUE POURRAIT FAIRE,
SOUS SA RESPONSABILITE LE RAPPORTEUR

DU SOUS-GROUPE n° 2

I. - Bases idéologiques et unité de l'Alliance

- a) En 1949, le Traité de Washington a été signé en ordre principal parce que les pays de l'Europe Occidentale craignaient de voir se poursuivre une politique impérialiste de l'URSS (conquête des pays baltes, annexion de morceaux de Finlande, de Pologne, de Roumanie, et d'Allemagne. Installation dans les Balkans, en Europe Centrale et en Europe de l'Est de gouvernements communistes minoritaires grâce à la subversion interne appuyée par une pression extérieure).

CSR

Les pays de l'Europe occidentale et méridionale se sentaient tous plus ou moins menacés par cette politique. Les Etats-Unis et le Canada avaient de puissantes raisons pour s'y opposer.

L'Alliance Atlantique était une réponse qui s'est révélée adéquate pour arrêter la poursuite de cette politique.

- b) Si l'Alliance Atlantique a été une réponse valable à un problème précis, il est évident qu'il faut, pour en apprécier toute l'importance, la placer dans son cadre général.

L'Alliance Atlantique est le moyen envisagé par les représentants responsables du monde libre pour répondre à la menace mondiale que représentaient, en 1949, l'idéologie et la politique communistes dont l'URSS, sous la conduite de Staline, était le leader incontestable.

./.

Les auteurs du Traité de Washington, au-delà d'une défense collective de l'Europe et de l'Amérique du Nord contre une attaque soviétique, envisageaient la création et le développement d'une politique commune qui devait permettre de s'opposer au communisme, non seulement dans l'aire géographique déterminée par le Traité de Washington mais dans le monde entier, non seulement sur le plan militaire, mais aussi sur les plans politique et économique.

L'Alliance Atlantique devait être l'instrument d'une politique mondiale. Cela résulte, à mes yeux, de certaines déclarations contenues dans le préambule et dans l'article 2 du Traité de Washington.

- c) Cette conception de l'Alliance qui n'était qu'indiquée dans le Traité, a été explicitée et confirmée dans le Rapport des Trois Sages.

Dès 1956, les participants de l'Alliance ont éprouvé le besoin de faire le point sur le résultat de leur action et de s'adapter aux événements qui s'étaient déroulés dans le monde depuis sept ans et cela à la lumière de leur expérience.

Le résultat de leur examen de conscience, contenu dans le Rapport de MM. Pearson, Langeet Martino et adopté à l'unanimité au cours de la session ministérielle de décembre 1957, est tout à fait clair.

A cette époque, les quinze participants à l'Alliance Atlantique croyaient à la nécessité de transformer progressivement l'Alliance et d'en faire, étape par étape, une communauté atlantique. (Voir plus spécialement les paragraphes 9, 12, 13, 17, 30 et les conclusions du Rapport des Trois Sages.)

./.

- d) Entre 1957 et 1958, c'est dans la voie indiquée par ce rapport que l'Alliance s'est engagée. Elle fit quelques progrès.
- e) En 1958, l'arrivée au pouvoir en France du Général de Gaulle marque la fin de cette période. Le mémorandum de septembre 1958, envoyée par le Général de Gaulle au Président Eisenhower et à M. MacMillan, développe une conception politique tout à fait différente, basée essentiellement sur l'existence d'un triumvirat (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) chargé de diriger, au nom de l'Occident, une politique mondiale.

Cette conception ayant été rejetée par les deux puissances anglo-saxonnes, la France a poursuivi une politique qui devait, en 1966, lui faire quitter l'OTAN et lui faire prendre une attitude de plus en plus indépendante vis-à-vis des Etats-Unis et de ses autres partenaires de l'Alliance.

Dans ces conditions, il semble bien qu'il soit impossible de poursuivre la politique esquissée dans le Traité de Washington et précisée dans le Rapport des Trois Sages. Un des membres de l'Alliance s'y oppose ouvertement, d'autres ont peut-être certaines hésitations. La voie vers la communauté atlantique est actuellement barrée.

- f) A mon avis, cet état de chose est regrettable.

Le monde occidental a une fâcheuse tendance à minimiser les dangers du communisme. Si ceux-ci ne prennent plus la même forme qu'en 1949, ils ne sont pas moins grands et moins redoutables pour l'avenir du monde libre. En 1949, le danger était essentiellement européen. L'URSS, conduite par Staline, en était le fer de lance. Aujourd'hui, le danger est essentiellement asiatique. La Chine est la tête du mouvement.

./.

L'indifférence, et ce que l'on pourrait appeler l'assoupissement de l'Europe, sont dus au fait que, géographiquement, le danger s'est éloigné, mais, dans une perspective à long terme, il ne paraît pas moins réel.

Certes, la politique de l'URSS et des pays communistes de l'Europe s'est modifiée. Certes, la coexistence pacifique dans la partie du monde où nous vivons est souhaitable et paraît possible, mais le fait que la menace s'est géographiquement déplacée et qu'elle ne se présente plus sous la forme que nous lui avons connue il y a vingt ans, ne change pas fondamentalement le problème qui se pose à nous.

Dès lors, le rapporteur déplore que la conception première de l'Alliance semble ne plus pouvoir réunir l'adhésion de la totalité de ses membres.

- g) Pourtant, fait encourageant, tous les pays de l'Alliance semblent d'accord pour dire que celle-ci doit subsister au-delà de 1969.

POURQUOI ?

Nous trouverons sans doute réponse à cette question dans le rapport du sous-groupe n° 1.

Il est probable, en effet, qu'après avoir relevé les changements profonds qui se sont produits dans la politique des pays communistes européens, on constatera qu'il n'est pas établi de manière absolue que la coexistence pacifique est, pour ces pays, tout au moins pour tous, une politique irréversible. L'attitude prise par l'URSS dans le récent conflit du Moyen-Orient, les résolutions adoptées aux dernières réunions des pays et des partis communistes, un raidissement de leur attitude dans la question allemande, malgré les efforts faits par la République Fédérale, sont des aspects du problème qui doivent retenir notre attention et qui nous conduisent à réfréner des espoirs irréfléchis.

./.

Militairement, il faut constater qu'aucune mesure de désarmement ne s'est produite du côté de l'Est et que la menace qui, dans ce domaine, pèse sur l'Europe, n'a pas diminué. Enfin, l'hypothèse dans laquelle on tiendrait pour acquise la signature d'un traité sur la non-prolifération des armes atomiques, constitue encore un élément qui justifie la conclusion que l'Alliance Atlantique reste, dans l'état actuel des choses, indispensable, et si le traité de non prolifération est signé, plus indispensable qu'en 1949. // *Grave*

En dehors de l'Alliance Atlantique, la défense de l'Europe contre une agression dont l'éventualité a diminué mais non encore disparu, reste la seule réponse valable.

- h) Cette nécessité militaire étant une nouvelle fois reconnue, se pose une question avec laquelle l'Alliance Atlantique a été confrontée depuis ses débuts. On a toujours dit, avec raison, qu'une alliance militaire ne pouvait exister sans politique commune.

Il est par conséquent indispensable que dans l'aire géographique du Traité de Washington, les partenaires de l'Alliance Atlantique aient, sur les problèmes qui s'y posent, une attitude identique. Ces problèmes sont heureusement peu nombreux. Ce sont essentiellement ceux relatifs à la réunification de l'Allemagne et ceux du statut de Berlin. Heureusement, depuis près de vingt ans, ils n'ont jamais donné lieu, au sein de l'Alliance, à une divergence de vues. Toutes les discussions menées au Conseil Permanent ont toujours permis d'arriver à des solutions communes. Il faut absolument - c'est pour l'Alliance Atlantique une question de survie - qu'il continue à en être ainsi.

Sur ces sujets, une confrontation permanente est indispensable. Ce n'est pas d'une simple information qu'il peut être question mais de l'élaboration d'une véritable politique commune, acceptée et exécutée par chacun des partenaires.

Sur d'autres questions, comme celle qui divise les Turcs et les Grecs à propos de Chypre, j'ai toujours pensé, et je pense encore, que les mêmes principes devraient être observés.

- i) Il ne me semble pas possible qu'une divergence de vues puisse exister sur le point qui vient être traité.

Beaucoup plus difficiles à résoudre sont les questions étudiées par le sous-groupe n° 4 et qui se rapportent à une politique concertée des membres de l'Alliance pour les problèmes qui se posent en dehors des limites géographiques du Traité.

J'approuve, quasi sans réserve, ce qui a été écrit à ce sujet par M. Pattijn dans son projet de rapport. Je considère que tout ce qui pourra être fait pour améliorer la consultation entre les partenaires de l'Alliance doit être encouragé.

Toutes les crises de l'Alliance ont été causées par des événements qui se sont produits en dehors de son cadre géographique.

Il est évident que si l'on veut que l'Alliance subsiste, et il me semble qu'on le veuille, il est logique d'organiser au mieux la consultation politique afin de prévenir les incidents, si c'est possible, et dans tous les cas, de les résoudre suivant des conceptions acceptées par tous ou par le plus grand nombre.

M. Pattijn suggère la création de certains organismes et un mécanisme de consultation qui, adopté, améliorerait considérablement ce qui a été envisagé et tenté précédemment.

Personnellement, je suis convaincu que c'est dans cette voie qu'il faut s'engager.

II. - Possibilités de coopération inter-européenne et
conséquences de l'unification éventuelle de l'Europe.

Sur les questions posées dans cet ordre d'idées, je tâcherai de répondre plus tard. Il me semble, en effet, qu'à moins d'admettre des idées tout à fait théoriques, il faut attendre de savoir si la Grande-Bretagne rejoindra ou non le Marché Commun et quelles seront les perspectives européennes dans l'une ou l'autre hypothèse.

Toute dissertation sur ce sujet me paraît, pour le moment, prématurée.